Cahiers Congolais de Sociologie - N° 39 - Décembre 2018

Interface commune, alternative stratégique pour le développement à la base. Étude de la synergie entre l'État, la société civile et la population dans le secteur Sedzo

INTERFACE COMMUNE, ALTERNATIVE STRATEGIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT A LA BASE. ÉTUDE DE LA SYNERGIE ENTRE « ÉTAT, SOCIETE CIVILE ET POPULATION » DANS LE SECTEUR SEDZO Par MUKONDO MUGODI6 Introduction Le développement implique l'homme qui organise sa vision et y développe des stratégies qu'il traduit en comportements, ou actions, utiles en vue de matérialiser son mieux devenir, mieux-être et mieux-avoir ainsi que celui de sa communauté toute entière. Et, comme le souligne Marcel Bolle De Bal (1999), les structures sociales ne valent rien sans les personnes qui les font vivre [...]- Le développement peut être personnel et/ou communautaire, et ce dernier est considéré, ici, comme un système d'échanges entre acteurs concernés centrés sur l'homme, seul créateur du sens, agent principal et moteur de la transformation - positive ou négative de la société. Sans homme, pas de développement et, le développement est donc un problème d'homme. Toutefois, ce dernier n'est pas un organisme programmé d'avance, une fois pour toutes, par une série d'instincts, mais plutôt comme le pense Howard Gardner (2004), il dispose d'un répertoire de compétences, d'intelligences non unique, mais multiforme, pour résoudre différents problèmes et de produire des biens [et des services] qui ont de la valeur dans une ou plusieurs cultures ou collectivités. De ce fait, au secteur Sedzo, l'administration locale (l'État), la société civile et les masses populaires, en tant que logiques sociales locales majeures de la région, agissent-elles ensemble en vue de l'amélioration des conditions d'existence de ses membres et de son terroir, ou au contraire, chacune, dans son coin, se débrouille et fait cavalier seul ? Par ailleurs, quels sont les facteurs susceptibles de militer à la création, ou non, de la synergie entre ces logiques sociales comme alternative stratégique et interface commune de collaboration dans la région ? Est-ce le système sociopolitique qui favorise, ou pas, l'émergence de l'esprit citoyen ainsi que l'autonomie d'agir des citoyens et, par conséquent, du leadership capable d'instituer ce contrat social ? Ou encore, la cohabitation des logiques culturelles, à savoir la logique occidentale et la logique autochtone (traditionnelle) dont le secteur est le lieu de théâtre sur le plan sociopolitique qui sont compatibles, ou incompatibles, à la mise en place d'un tel dispositif social ? Soit encore, existe-t-il, ou non, un mécanisme communicationnel institué susceptible de permettre la cohésion sociale ? Ou, d'autres facteurs ? Or, les conditions du vivre ensemble, notent De Koninck, T, et Larochelle, G. (2005), ne sont jamais acquises une fois pour toutes. Et l'homme moderne ne cherche qu'en lui-même les causes de son destin, [il] voit le danger des illusions et comprend que le monde n'est pas gouverné par les chimères issues de ses désirs (Le BON, G., 1918). Comprenons par-là le caractère dynamique, et complexe, de la réalité sociale qui appelle alors des mécanismes d'adaptation souples et flexibles, dont les stratégies -tant individuelles que collectives, à l'instar, pour ces dernières, de la synergie des acteurs. Cependant, au regard de la réalité au secteur Sedzo, ces logiques sociales majeures ne constituent pas des groupes stratégiques pour le développement au fait qu'il n'existe pas d'interface commune pouvant constituer un objet de consensus, une sorte de contrat social entre partenaires, et sur base de laquelle peut se fonder un partenariat local en vue d'une participation, en synergie, pour le compte de l'amélioration des conditions

d’existence des populations, et de l’aménagement de ce territoire. Les groupes stratégiques sont des agrégats sociaux -, à géométrie variable, – « réels », c’est-à-dire, dotés de normes communes, de formes d’action collective ou de procédures de concertation, ou « virtuels », qui nous aide à penser la convergence des stratégies entre certains individus dont on peut supposer qu’ils partagent une même position face à un ‘‘problème’’ ; ayant des attitudes et comportements similaires face à celui-ci, et qui défendent des intérêts communs, en particulier par le biais de l’action sociale et politique (Olivier de Sardan, 1995 : 179) ; c’est donc tous ceux qui s’évertuent à réaliser un but, ou un objectif, commun, condition essentielle à une synergie sociale. Et, Gustave Le Bon (1918 : 21) croit qu’un peuple devient très fort quand il possède un idéal capable d’engendrer chez tous ses citoyens les mêmes sentiments, les mêmes pensées et, par conséquent, les mêmes actes. Qui plus est, d’une part, un système sociopolitique décentralisé ou fédéré - fédérer, c’est « Rassembler, regrouper autour d'un projet commun » (Petit LAROUSSE, 2010).-, et démocratique, peut garantir l’autonomie d’agir et permettre une émergence de points de vues et dynamismes divers capables d’engendrer chez nombreux citoyens, membres de la communauté, une prise des risques calculée ou réfléchie, et permettre ainsi la collaboration des membres ayant des visions convergentes et, d’autre part, un programme d’éducation à la citoyenneté comme mécanisme communicationnel dans la société globale ainsi que la compatibilité des logiques culturelles, traditionnelles et ‘‘modernes’’, dans la pratique sociale au niveau de la région, peuvent être parmi les facteurs essentiels susceptibles de militer à la mise en place d’un tel projet. Ainsi, l’objectif principal de cette communication est de vérifier s’il existe, ou non, un projet commun (projet, programme ou plan) de développement du secteur Sedzo comme interface susceptible de drainer une participation communautaire, et sur laquelle est susceptible de se fonder la synergie des acteurs. Et, il poursuit comme objectif subsidiaire d’identifier les facteurs ayant favorisé, ou non, la mise en place d’un tel dispositif, et plus particulièrement les objectifs spécifiques suivants : De vérifier la nature du système sociopolitique mis en place dans la région s’il est décentralisé, fédéral, ou non, ainsi que le cadre juridique qui le sanctionne et dont l’exercice permet de conférer l’autonomie aux citoyens ; D’examiner également s’il existe, ou non, un programme d’éducation à la citoyenneté comme mécanisme communicationnel institué capable de générer l’esprit citoyen chez les membres de la communauté de Sedzo et, par conséquent, la cohésion sociale et, enfin ; De se rendre compte de la compatibilité, ou non, de quelques valeurs culturelles relatives au travail, ou les ‘logiques de gestion ‘dans cette contrée, entre la logique sociopolitique traditionnelle – autochtone et celle héritée de la colonisation -. Car, comme le constate Pierre Boiral (1985), le développement est une logique d’action, donc. une logique comportementale. L’intérêt scientifique de ce travail est de susciter, refondre, réorienter et clarifier la réflexion sur la manière dont s’exerce la participation communautaire et, l’intérêt pratique, au fait qu’il peut réorienter le débat dans la conception, l’élaboration et la gestion des projets de développement communautaire, car, nombreux projets, maniaques au regard de leur rationalité, ont échoué pour ne pas avoir pris en compte, ou maitrisé, de façon systématique certains paramètres essentiels à leur réussite, en l’occurrence, la prise en compte de la synergie des parties prenantes dans la participation et implication à tous les niveaux requis de la logique de ces projets. MATÉRIEL ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DE LA RECHECHE Cette étude est une recherche exploratoire d’un fait socioanthropologique du développement, à savoir, un projet communautaire autogéré à la base, dont nous avons

utilisé, pour la collecte des données, la méthode d'enquête et, pour l'analyse, la discussion et l'interprétation des résultats d'enquête, les méthodes explicative, descriptive et analytique. Milieu de l'Etude L'étude s'est rapportée à la configuration géographique, et administrative, du secteur Sedzo dans le territoire d'Idiofa, province du Kwilu située entre 19 et 20° longitude Est, et entre 4 et 50latitude Sud., en R.D. Congo et, cela, dans la période allant de janvier 2012 à juin 2017. Le secteur ''Sedzo'' est l'un des 12 secteurs qui composent le territoire d'Idiofa limité : Au Nord par la rivière Kasaï ;

Au Sud par les secteurs Dwe et Nkara du territoire de Bulungu et le secteur Bulwem du territoire d'Idiofa.

À l'Est par les secteurs de Bulwem et Kapia du territoire d'Idiofa, et ;

À l'Ouest par le secteur de Mateko, territoire d'Idiofa.

Le secteur Sedzo, tout comme tous les autres secteurs de la RD-Congo, est subdivisé en groupements, et ceux-ci en villages (Cf. Tableau 1). Tableau 1 : Groupements du secteur Sedzo, nombre de villages et peuplements suivant les rives de la rivière Kamtsha, en 2013 Rive Groupement Village Ethnie

Nombre % (*)

1. Nkaminay 20 12 2. Nkumi 17 10

3. Munim 12 7

DROITE Ding Kibwanga Tshitshiri Wamba Lori Sous-total 2 95 58

Total 6 163 100

Source : Rapport du bureau administratif du secteur Sedzo, Avril 2013. (*) C'est nous qui avions calculé. Le Sedzo compte six (6) groupements : quatre(4) groupements sont situés à la rive droite de la rivière Kamtsha (affluent de la rivière Kasaï) dont Nkaminay, Nkumi, Munim et Kibwanga, et sont peuplés essentiellement de peuple ''Ding'' répartis dans 68 villages (42 %); alors que la rive gauche compte deux (2) groupements dont Tshitshiri et Wamba, peuplés par les Lori habitant dans 95 villages (58%). Le secteur compte au total 163 villages. Méthodes d'échantillonnage et de collecte de

données Vu l'immensité du milieu d'étude (3050 Km2) (Rapport du bureau administratif du secteur Sedzo, Avril 2013.), il est essentiel de préciser que, au départ, la méthodologie de recherche a été construite d'une façon empirique, au fur et à mesure de besoins, et en fonction des limites offertes par le milieu si bien que, selon un ancrage empirique, des critères préalables ont été fixées, dont n'enquêter que la moitié de groupements (50 %) qui composent le Sedzo et, de ces groupements retenus, n'enquêter que les sites ayant au moins quatre organisations paysannes affiliées au Conseil Agricole Rural de Gestion (CARG)de secteur Sedzo, où une seule d'entre elles (¼ soit 25 %) est enquêtée, et ce, un de ses membres ; et, aussi, enquêter un membre de chaque église répertoriée au site retenu et un nombre de paysans équivalant au nombre des membres d'organisations paysannes ; et par ailleurs, n'enquêter qu'un agent de l'État de chaque service de l'État représenté au chef-lieu du secteur ; et , enfin, n'enquêter que la tranche de la population active (au moins 18 ans, et au plus 60 ans d'âge, tout sexe confondu). Pour ce faire, par quotas, trois (3) groupements ont été retenus pour l'enquête d'une part et, d'autre part, la technique d'échantillonnage probabiliste systématique a permis d'identifier leurs noms, à savoir, Nkaminay, Munim et Tshitshiri sur base du tableau 1 considéré comme base de sondage et, vraisemblablement, tout comme ceux des sites ou villages à enquêter où, aussi, les différentes listes de chaque site retenu ont également servi de bases de sondage. De ce fait, 8 villages ont été éligibles à l'enquête, à savoir, 2 villages du groupement Nkaminay (B.A. Kinkono et Mipene) ; 1 village du groupement Munim (Mateko) ; et 5 villages du groupement Tshitshiri (Kalo, Kindwa, Bipisir, Oleng et Sedzo). Au bout du compte, un échantillon de 83 personnes a été retenu, et dont la structure est présentée dans le tableau 2, et auprès de qui une enquête basée sur un questionnaire, et soutenue par une interview semi-directive d'une part et, une analyse documentaire relative au thème de recherche d'autre part, a permis la collecte de données. Tableau 2 : Structure de l'échantillon d'enquête par site, par catégorie sociale et par groupement

BA Kinkono 0 1 0 1 1 3 4

Mipene 0 1 0 1 2 4 5

Sous-total 0 2 0 2 3 7 9

MUNIM Mateko 0 3 0 3 6 12 14

Sous-total 0 3 0 3 6 12 14

Kalo 0 3 0 3 14 20 24

Kindwa 0 1 0 1 6 8 10

Bipisir 0 1 0 1 4 6 7

Oleng 0 1 0 1 4 6 7

Sedzo 9 3 0 3 8 23 28

Sous-total 9 9 1 9 36 64 77

Total 9 14 1 14 45 83 100

% 11 17 1 17 54 100

Beach 0 0 1 0 0 1 1 Oleng Source : Enquête sur terrain, avril 2013. Légende : OP = Organisations paysannes ONG = Organisations non gouvernementales 83 personnes étaient retenues pour l'interview sur terrain dont 9 agents de l'Etat (soit 11 % de l'échantillon), 14 membres d'OP (soit 17 %), un membre d'ONG (soit 1 %), 14 paysans (soit 17 %) et 45 membres d'églises locales des sites retenus pour enquête (soit 54 %), et tous, habitants de Sedzo. Techniques d'analyse des données Quant à l'objectif principal, les opinions des catégories sociales enquêtées collectées ont été soumises à l'analyse statistique par le test paramétrique du Khi-deux, et cela, au moyen du logiciel SPSS17.0 (Statistical Package for Social Sciences, version 17.0), afin de décider de l'acceptation ou du rejet de l'hypothèse nulle à un certain seuil de confiance (ici, à 95%) pour un certain degré de liberté requis (Cf. Tableau 3). Et, concernant l'objectif subsidiaire, nous avons pensé que la recherche de ces facteurs devait consister à analyser la relation dialectique entre la population (peuple) et l'espace (territoire) habité, en examinant le contexte sociopolitique, la vision des citoyens renforcée par un mécanisme communicationnel à l'instar de l'éducation à la citoyenneté et, enfin, la cohabitation des logiques culturelles, susceptibles de créer la cohésion sociale dans le milieu d'étude et, cela, afin de décrire et comprendre le comportement des habitants de Sedzo quant à la création de la synergie pour l'action sociale. Ainsi, pour ce qui est du cadre sociopolitique institué au Sedzo, l'analyse documentaire et, aussi, statistique basée sur le test paramétrique du khi(Chi)-deux, ont été utilisées. Et, l'analyse statistique a consisté sur les opinions des catégories sociales enquêtées suivant 5 niveaux proposés de prise de décisions en matières qui concernent l'amélioration des conditions de vie au secteur Sedzo, en l'occurrence, le gouvernement, la province, le territoire, du secteur et le groupement afin de voir si ses membres ont, ou non, le pouvoir d'y prendre des décisions (Cf. Tableaux 4 et 5).. Concernant le mécanisme communicationnel, au fait du caractère hégémonique de l'État, la recherche s'est consacrée de connaitre l'existence, ou non, d'un programme d'éducation à la citoyenneté mis en route par l'État congolais au niveau du secteur, et dont les

opinions – favorables et défavorables - collectées à ce propos ont été également analysées statistiquement par le test paramétrique du khi-deux (Cf. Tableau 6). Enfin, quant à la confrontation des logiques, l'intérêt a porté sur la vérification de la confrontation des valeurs, ou logiques, culturelles, c'est-àdire, entre celles des autochtones et celles héritées de la colonisation au niveau du secteur et, particulièrement celles relatives à la culture organisationnelle et, notamment liées au travail, en vue d'examiner leur compatibilité, ou incompatibilité, par rapport à la création de la synergie d'action. En effet, afin de comprendre et apprécier les caractéristiques qui accordent à une culture donnée son caractère unique. Il a été question de repérer les valeurs qui ont des chances d'influer sur le comportement individuel et de percevoir et comprendre comment ces valeurs liées au travail influencent les choix des individus et des groupes dans la prise de leurs décisions et, plus particulièrement dans la conception d'un projet commun de développement autogéré. Et, de ces valeurs, l'intérêt a été porté essentiellement sur des valeurs culturelles telles que l'individualisme/le collectivisme et la distance hiérarchique ; ensuite, sur les comportements partagés de la communauté de Sedzo face aux pratiques de gestion (planification, organisation, coordination, direction et contrôle) et à l'utilisation du temps (la chronémique) - (HELLRIEGEL, D. et SLOCUM, J.W., 2006) et de l'écriture (la chronégraphique ou la chonographiquedans la gestion de ses affaires quotidiennes ; c'est-à-dire des symboles culturels qui influent dans la logique d'action considérés comme entre autres éléments de la culture de développement. Ainsi, pour vérifier le caractère individualiste ou collectiviste de l'entité sous étude, nous avons proposé quatre assertions : [(1) « je suis attaché à mon village », (2) « le village se préoccupe du bien-être commun des membres et ceux-ci ont le sentiment de partager le même destin », (3) « En vivant au village on se sent en harmonie de vie » et (4) « les membres du village défendent des points de vue semblables », auxquelles il a fallu indexer à chacune d'elles un score caractérisant une échelle ordinale d'attitude, c a d, un degré d'attachement, ou la valence, de l'individu vis-àvis de la réalité proposée par l'assertion [« En total désaccord » (score 1), « En désaccord » (score 2), « Neutre » (score 3) « D'accord » (score 4) et « Tout à fait d'accord » (score 5)]. Par ailleurs, nous avons ainsi créé une échelle d'attitude allant de 0 à 5 (selon que la moyenne maximale vaut 5 ainsi, la moyenne de la moyenne valant à 2,5 comme limite de décision de la zone caractérisant une société individualiste (si la moyenne des scores est inférieure à 2,5, car il y a négation des caractéristiques collectivistes proposées), ou collectiviste (si la moyenne des scores est supérieure à 2,5) (Figure 2, et Tableau 7).
Figure2. Echelle de décision de la caractéristique individualiste ou collectiviste d'une société : moyenne des scores

Source : Notre modèle construit Et, pour vérifier le contrôle, et le refus, de l'incertitude, nous avons utilisé le test non paramétrique du khi-deux, par l'entremise du logiciel SPSS 17.0 (Cf. Tableaux 8, 9, 10 et 11). Toutefois, pour connaitre les comportements partagés de la communauté étudiée vis-à-vis de la pratique de gestion dans leurs activités ainsi que l'utilisation des symboles culturels –outils et documents de gestion -, nous avons procédé à une analyse statistique basée sur la régression multiple en vue d'en découvrir la modélisation théorique et d'en décider sur la relation entre ces variables (Cf. Tableaux 12, 13, 14, 15, 16 et 17). RÉSULTATS : PRÉSENTATION, ANALYSE, DISCUSSION ET INTERPRÉTATION Présentation et analyse des résultats Existence,

ou non, d'un projet de société commun dans le secteur Sedzo Il sied de se rappeler que la préoccupation principale de cette étude était de savoir s'il existe, ou non, un projet de société commun de développement du secteur Sedzo, et auquel chacune des catégories sociales enquêtées reconnait y participer, c'est-à-dire celle de savoir si l'État, la société civile et la population au Sedzo ont décidé volontairement, et de commun accord, à mettre en place un tel projet si bien qu'ils constituent des groupes stratégiques. Voici donc, à ce propos, les opinions de nos enquêtés dans figure 3.
Figure 3 : Nombre d'enquêtés par rapport à leurs catégories sociales et leurs opinons favorables, ou défavorables, à un projet de société commun dans le secteur Sedzo

Source : Analyse de nos données d'enquête Sont respectivement d'accord et pas d'accord à l'existence d'un projet de société commun, un agent de l'État contre 8 ; un paysan contre 13 ; deux membres d'OP contre 12 ; un membre d'ONGD contre 0 ; et, un membre d'église contre 44. En somme, des 83 sujets enquêtés, 6 enquêtés (soit 7 %) confirment qu'il existe une collaboration autour d'un projet commun pour le développement de Sedzo contre 77 d'entre eux (soit 93 %) qui nient l'existence de ce projet et, par conséquent, la collaboration en tant qu'acteurs à ce projet. La majorité des enquêtés de différentes catégories ne sont pas d'accord à l'existence d'un projet commun de développement de la région. Est-ce que la situation telle qu'elle se présente dans la figure 3 peutelle peindre la réalité ou simplement elle due au hasard d'échantillonnage ? Le débat pour l'analyse est parti de l'hypothèse nulle selon laquelle la situation quant à l'existence d'une synergie entre l'Etat, la société civile et la population fondée sur un projet commun autogéré du développement de Sedzo, au Sedzo, est normale et, par conséquent, vraie, et les résultats enregistrés dans la figure 3 sont dus au hasard de l'échantillonnage. L'hypothèse alternative n'est rien d'autre que l'antithèse de l'hypothèse nulle : c'est qu'il n'existe pas de synergie entre l'Etat, la société civile et la population (paysans) dans le Sedzo …. La valeur du Khi-deux calculée vaut 15,757, au degré de liberté 4, et la signification du test bilatéral donne 3 chances sur 1000 pour que la population de Sedzo confirme l'existence d'un projet commun organisant la synergie des acteurs (Cf. tableau 3).Et, comme la valeur de 15, 757 >= 9,49lue dans la table de khi deux de Karl Pearson pour un degré de liberté (ddl ou df) = 4, et au seuil de confiance de 95 % (Lamotte, M., 1971; Philippe Bonneau, Table_khi2_complete.pdf), et qui plus, est également supérieure à la valeur de la table au seuil de confiance de 99% (= 13,28), nous concluons que la différence est hautement significative. Nous rejetons donc l'hypothèse nulle en faveur de l'hypothèse alternative. Tableau 3 : Tableau de Khi-deux et degré de signification sur l'existence, ou non, d'un projet commun de développement autogéré au secteur Sedzo

Chi-Square Tests

Value df Asymption. Signification. (2-sided)

Pearson Chi-Square 15,757a 4 0,003

Number of Valid Cases 83

Source : Analyse de nos données d'enquête 3 sur 1000 chances seulement pour que la situation telle que présentée dans la figure 3 soit vraie. Facteurs de non mise en place d'un projet communautaire autogéré dans le Sedzo Il s'est avéré de l'analyse qu'il y a très peu de chances (3 sur 1000) (voir tableau 3) qu'il existe, au Sedzo, un projet commun de développement pouvant s'ériger en interface susceptible d'organiser la synergie entre les acteurs concernés. Il sied cependant, de savoir encore quels peuvent en être les facteurs pouvant justifier cet état des choses. Est-ce le système sociopolitique, le mécanisme communicationnel, ou la confrontation des logiques culturelles autochtones et celles héritées de la colonisation comme mode de gestion ? A. Le système sociopolitique Pour que les habitants de Sedzo co-construisent un cadre de réflexion, et d'action, commun, ils doivent cependant être dotés d'une certaine autonomie, et d'un certain pouvoir d'agir (empowerment). Or, le système sociopolitique classique qui peut garantir à un peuple cette capacité de se gouverner soi-même, et la liberté de pouvoir agir, est le système décentralisé, ou le système fédéral. Ainsi sied-il d'examiner si le secteur Sedzo est une entité décentralisée, ou fédérée de la RD-Congo. Toutefois, au regard de sa constitution, en vigueur, du 18 février 2006, la RD-Congo n'est pas organisée en État fédéral pour que le secteur Sedzo en soit l'un de ses États fédérés. Néanmoins, dans son article 3, elle a adopté la décentralisation comme mode de gestion de son territoire, avec le secteur comme l'une de ses entités décentralisées. Toutefois, la pratique n'a jamais suivi l'esprit de la lettre jusqu'à ce jour – même au niveau des secteurs, en l'occurrence, le secteur Sedzo -. Et, d'ailleurs, afin de nous rendre compte de l'applicabilité de la centralisation, ou de la décentralisation, des décisions prises pour le compte d'amélioration des conditions collectives de vie pour le secteur Sedzo, allons-y nous rendre compte des opinions des membres de cette communauté autour de la préoccupation de savoir à quel niveau se prennent les décisions du progrès du Sedzo, et de ses membres (Cf. tableau 4). Tableau 4 : Opinions des habitants du secteur Sedzo sur les niveaux où se prennent les décisions du progrès du Sedzo

Niveau de décision

Agent de l'État 5 1 1 0 0 2 9

Paysan 2 1 1 0 0 10 14

Membre OP 3 0 0 0 0 11 14

Membre ONG 1 0 0 0 0 0 1

Membre Église 20 1 0 1 1 22 45

Total 31 3 2 1 1 45 83

% 37% 4% 2% 1% 1% 54% 100%

43%

2% 54% 100%

Niveau de décision

Éloigné

Proche Ignoré

Source : Notre enquête sur terrain, mars 2017 Cinq niveaux de décision ont été considérés et proposés, du plus éloigné (gouvernement, province et territoire) au plus proche (secteur et groupement) des habitants de Sedzo. Nombreux (36 enquêtés, soit 43%) ont évoqué que les décisions se prenait au niveau du gouvernement, de la province ou du territoire, contre 2% au niveau le plus proche (groupement et village) et la plus grande majorité n'en savent rien (54%). C'est pour autant dire que le pouvoir de décision pour les choses qui concernent les habitants du secteur Sedzo est éloigné d'eux ; le contrôle des choses qui les concernent leur échappent (le système sociopolitique est donc centralisé) ; car, ils reconnaissent le manque d'emprise du pouvoir locale (secteur et groupement) sur l'amélioration de leur vie collective. Nombreux (45 enquêtés, soit 54%) encore ignorent même à quel niveau de leur système sociopolitique cela se décide. En outre, la mise en œuvre de la décentralisation suppose que trois conditions soient réunies renchérit Encarta (2009) : il faut, d'abord, que les besoins auxquels l'administration doit pourvoir, soient ceux qui présentent, à titre principal, un caractère local; il convient ensuite de doter les collectivités de la personnalité juridique et d'une autonomie financière afin de leur permettre de disposer de ressources propres nécessaires à leur action ; il faut enfin que les organes exécutifs de ces collectivités soient élus en leur sein (et non désignés par l'État), et qu'ils jouissent d'une réelle autonomie à l'égard du pouvoir central. Et, pourtant, depuis l'institution de ce mode de gestion en 2006 jusqu'à ce jour, au niveau des entités décentralisées comme le secteur – en l'occurrence celui de Sedzo-, l'une de ces trois conditions évoquées ci-haut - pour ne citer que celle-là – à savoir, celle d'élire ses propres représentants n'a jamais été remplie, car les élections municipales n'ont encore jamais

eu lieu en RD-Congo. Et, supposé que le centre de décisions pour ces catégories sociales sur l'amélioration des conditions et de la qualité de vie de la population de Sedzo et de son terroir se situe au niveau local- du secteur et groupement -, insinue que le système est donc décentralisé (hypothèse nulle (H0)), autrement, le contrôle des choses qui les concernent leur échappe, le système sociopolitique est donc centralisé (hypothèse alternative (Ha)). La vérification de ces hypothèses s'est faite à partir du calcul la valeur du Khideux observée qui a valu 20,103 au degré de liberté (ddl ou df)de20.Et, la signification du test bilatéral a donné moins de une (1) chance sur 1000 qu'on obtienne un échantillon comme celui que l'on a. d'autre part, cette valeur du khi-deux observée est supérieure à celle lue dans la table du khideux de Karl Pearson équivalant à 8,8508 au seuil de confiance de 95% et au degré de liberté (ddl ou df) égal à 20 et à 8,2604 au seuil de confiance de 99% au même degré de liberté. D'où l'hypothèse nulle est rejetée en faveur de l'hypothèse alternative (Cf. tableau 5). Tableau 5 : Tableau de Khi-deux et degré de signification : niveaux où se prennent les décisions du progrès du Sedzo

Chi-Square Tests

Value df Asymp. Sig. (2-sided)

Pearson Chi-Square 20,103a 20 0,001

N of Valid Cases 83

Source : Analyse de nos données d'enquête Si le centre de décisions se situe au niveau local (secteur et groupement) pour ces catégories sociales (hypothèse nulle), dans la population du secteur Sedzo dans son ensemble, il y aurait une probabilité plus petite que 0,001(i.e. moins de chance sur 1000) qu'on obtienne un échantillon comme celui que l'on a. B. Un cadre communicationnel Ici, la préoccupation a été celle de savoir s'il existe, ou non, dans le milieu d'étude, un programme qui permet de ‘‘créer des bons citoyens'', car, comme le constatent Yvonne Hébert et Alan Sears (s.d.), ceux-ci diffèrent dans leur sentiment d'appartenance à leur collectivité locale, au pays, voire à la planète …, dans leur participation et leur engagement social ainsi que dans les réalités qu'ils vivent…. Au regard de cette considération, que décider de ce pensent les habitants de Sedzo quant à l'existence d'un programme d'éducation à la citoyenneté mis en route et vulgarisé par l'État dans leur région est présenté dans le tableau 6. Tableau 6. : Tableau de Khi-deux et degré de signification : existence d'un programme d'éducation à la citoyenneté au Sedzo

Chi-Square Tests

Value df Asymp. Sig. (2sided)

Pearson ChiSquare 27,963a 8 0,000

N of Valid Cases 83

Source : Analyse de nos données d'enquête Il ressort de l'analyse que la probabilité plus petite que 0,0005 (i.e.moins de 5 chances sur 10000) qu'il existe un programme d'éducation à la citoyenneté de la population du secteur Sedzo dans son ensemble - hypothèse nulle -. Par ailleurs, la valeur du khi-deux calculé (27,963) est supérieure à celle de la table au degré de liberté égal à 8 et au seuil de risque de 5% (15,5073) et au seuil de 1 % (20,0902). La différence est donc hautement significative : on rejette l'hypothèse nulle selon laquelle il existe un programme d'éducation à la citoyenneté dans le secteur Sedzo. C. Confrontation de la logique traditionnelle (autochtone) et la logique moderne En fait, sur le plan sociopolitique, le secteur en RD-Congo, est la seule instance de la subdivision administrative où cohabitent deux modes de gestion organisationnelle : ‘‘moderne’’ (gestion du secteur héritée de la colonisation), et autochtone (gestion des groupements et des villages qui sont ses subdivisions administratives). Il sied cependant de voir si ces deux visions sont compatibles quant à la création de la cohésion sociale, ou mieux, si elles partagent les mêmes valeurs vis-à-vis de la mobilisation à l'action, ou à la culture du travail. Par culture, nous considérons, avec Annie Cornet (2015), qu'elle est un ensemble complexe [de significations assimilées dès la naissance] qui comprend le[s] savoir[s], les croyances, l'art, la morale, les coutumes, les aptitudes et attitudes qu'un être humain acquiert en tant que membre d'une société […] qui s'exprime au travers de valeurs (visions du monde et des finalités de l'existence), attitudes, normes (règles de conduite [ce qui est permis, prohibé ou facultatif], attentes, comportements, production d'objets matériels ou intellectuels. 1. Valeurs culturelles a) Le collectivisme, l'individualisme et distance hiérarchique (écart de pouvoir) L'individualisme caractérise les sociétés dans lesquelles les liens entre les personnes sont lâches ; chacun se prend en charge, et prend la charge de ses parents les plus proches. [Tandis que] le collectivisme caractérise les sociétés dans lesquelles les personnes sont intégrées, dès leur naissance, dans des groupes forts et soudés qui continuent de les protéger tout au long de leur vie (Cornet, A., 2015 ; Hellriegel, D. et Slocum, J. W., 2006). Ainsi, la communauté de Sedzo est-elle à caractère individualiste ou collectiviste ? (Cf. tableau 7). Tableau 7 : Effectifs des catégories sociales enquêtés dans le secteur Sedzo en 2017 par rapport aux moyennes de scores en faveur de l'individualisme et au collectivisme de leur entité

Effectif dont la moyenne des scores inférieur ou égale à 2,5 Effectif dont la moyenne des scores > 2,5

Catégorie sociale Agent de l'État 6 3 9

Paysan 0 14 14

Membre OP 1 13 14

Membre ONG 1 0 1

Membre Église 2 43 45

Total 10 73 83

% 12% 88%

Source : Analyse de nos données d'enquête Au regard de moyennes des scores sur les quatre assertions proposées (Cf. Méthodologie, point I.3), le % de ceux dont la moyenne des scores est compris entre 0 et 2,5 (inclus) est de 12 %, tandis que ceux dont elle est de plus de 2,5 à 5 vaut 88 %. Les agglomérations de Sedzo sont collectivistes par essence. La personne se réfère par rapport à sa famille élargie, à son clan et, par extension, à son village, à son groupement. La communauté est plus attachée au pouvoir coutumier qui gère le village. Cela étant, les agglomérations de Sedzo sont, par essence, collectivistes, car la moyenne des scores de la majorité (88 %.) est supérieure à 2,5 (Cf. figure 2, supra). Et, la distance hiérarchique, ou l'écart de pouvoir, est définie comme « la mesure du degré d'acceptation par ceux qui ont le moins de pouvoir dans les institutions ou les organisations […] d'une répartition inégale du pouvoir » (CORNET, A., 2015). Il s'agit donc de voir si la communauté de Sedzo est à distance hiérarchique forte ou faible. Or, l'analyse ci-haut montre que le « Sedzo profond » - les villages - est par essence collectiviste. Partant, les rapports sociaux sont quasi égalitaires, les écarts de pouvoirs, ou les distances hiérarchiques, sont faibles. Les relations sociales sont chaudes, caractère d'une communauté. La majorité de la population de Sedzo vit au village. b) le contrôle, la maitrise, le refus de l'incertitude Le contrôle ou la maitrise de l'incertitude est le degré de recherche de maîtrise de l'individu sur son environnement et son avenir (prévisibilité). Ceci se caractérise par l'approche pro-active et préventive des individus ou des membres de la communauté : la gestion des risques ; la création des assurances ; l'habilité à prévoir, à planifier, à créer des modèles prédictifs, à inventer des stratégies, à concevoir des tableaux de bord, l'usage de l'écriture …. Le revers de la médaille est que la société est caractérisée par le fatalisme, l'impossibilité de prévoir (la planification est perçue comme inutile), la soumission, l'harmonie, la providence naturelle …. Les individus et les communautés agissent suivant une approche réactive, curative (CORNET, A., 2015). Ce faisant, la société est tenue d'élaborer un cadre de référence à l'instar du plan qui prévoit le contexte et l'enchainement des activités à réaliser dans le

temps. De ce fait, la communauté de Sedzo a-t-elle la propension à planifier, à prévoir les choses ? En se référant à la culture du plan simplement, comme outil de contrôle de l'incertitude au Sedzo, 7% seulement ont affirmé avoir des plans tenus à jour (Cf. tableau 8). Tableau8. Fréquences des opinions sur l'Existence du plan opérationnel tenu à jour

Effectif observé % Effectif théorique Résidu

Oui, et tenu à jour 6 7% 20,5 -14,5

Oui, mais non tenu à jour 3 4% 20,5 -18,5

Non 37 45% 20,5 16,5

Je ne sais pas 37 45% 20,5 16,5

Total 83 100%

Source : Analyse de nos données d'enquête L'approche de gestion du quotidien est plutôt réactive plutôt proactive : ils n'ont pas la culture du plan, de prévision ; ils subissent les évènements auxquels ils réagissent. Ce qui se justifie d'ailleurs par la décision du test suivant où la probabilité de prévoir est de moins de5 chances sur 10000 (Tableau 9) Et, soutenir que les habitants de Sedzo, et particulièrement membres des catégories concernées par l'étude, disposent de plans et les tiennent à jour offre très peu de chances. Tableau9. Test sur l'Existence du plan opérationnel tenu à jour Khi-deux 53,512a

Signification asymptotique ,000

a. 0 cellules (,0%) ont des fréquences théoriques inférieures à 5. La fréquence théorique minimum d'une cellule est 20,5.

Source : Analyse de nos données d'enquête Et, une particularité du contrôle de l'incertitude est le refus de l'incertitude qui est un attachement des membres du système social (de la communauté, de la société, de l'organisation …) aux procédures. Les procédures, soulignent Don Hellriegel et John W. Slocum (2006), constituent des séquences prédéterminées d'étapes que [les gens] doivent suivre dans l'accomplissement de leurs tâches et leur traitement des problèmes. Elles comprennent fréquemment des

règles dont l'accomplissement doit respecter un ordre séquentiel donné. Et, par règle, l'on entend des déclarations officielles, [reconnu de notoriété publique, connu de tous], définissant le caractère acceptable et inacceptable des comportements et des décisions [gens]. Et, pourtant, au Sedzo, si l'on devra défendre que les catégories sociales enquêtée disposent de manuels de règles et procédures et les respectent, il n'y a que 8% seulement qui en disposent (Cf. tableau 10).

Tableau 10. Existence d'un manuel des procédures

Effectif observé % Effectif théorique Résidu

Oui, et respecté 7 8% 27,7 -20,7

Non 25 30% 27,7 -2,7

Je ne sais pas 51 61% 27,7 23,3

Total 83 100%

Source : Analyse de données d'enquête Quelle conclusion tirée de la présentation ci-haut (Cf. tableau 10), disposent-ils de manuels de règles et procédures qu'ils respectent, ou ces résultats ne constituent qu'un hasard dû à l'échantillonnage ? (Cf. tableau 11).
Tableau 11. Test sur l'Existence d'un manuel des procédures tenu à jour

Khi-deux 35,373a

ddl 2

Signification asymptotique ,000

Tableau 11. Test sur l'Existence d'un manuel des procédures tenu à jour

Khi-deux 35,373a

ddl 2

Signification asymptotique ,000

a. 0 cellules (,0%) ont des fréquences théoriques inférieures à 5. La fréquence théorique minimum d'une cellule est 27,7.

Source : Analyse de données d’enquête Et, à la réponse de la question, l’analyse démontre qu’il n’y a que 5 chances sur 10000 seulement pour que cela soit vrai. 2. Comportements culturels partagés et symboles culturels a) Du point de vue pratique de gestion et de la chronémique Il s’agit de vérifier ici si la gestion des activités quotidiennes des membres de la communauté sous étude est fondée sur la pratique de gestion qui dépend de la planification, de l’organisation, de la direction et du contrôle des activités. En considérant, d’une part, la pratique de gestion (Y) comme variable dépendante (VD) et, d’autre part, l’existence d’un plan opérationnel (résultat de la planification) (x1), l’existence de l’organigramme (résultat de l’organisation) (x2), l’existence d’un manuel de procédures (résultat de l’organisation) (x3) et la réalisation du contrôle des activités (résultat de la fonction contrôle) (x4), toutes comme variables explicatives de Y, , après analyse, la modélisation théorique entre ces variables obéit à la relation fonctionnelle : (Cf. Tableau 12).

1 (constante) 1,451 0,476

3,048 0,003

Existence d'un plan opérationnel -0,291 0,098 0,374 -2,973 0,004

Existence de l'organigramme -0,210 0,078 0,329 -2,973 0,009

Existence d'un manuel de règles et procédures 0,075 0,108 0,099 0,693 0,490

Contrôle les activités -0,064 0,135 0,053 -0,475 0,636

Source : Analyse de données d’enquête Il sied de rappeler que l’utilisation du temps (la chronémique) fait partie intégrante des variables essentielles du plan Le pourcentage de la variabilité de la réponse expliquée par le modèle est de 18,3%, et celui de la variabilité expliquée par le modèle pondéré par le nombre des variables du modèle et le nombre d’observations est de 14,1%, avec un écart-type des résidus de 0.438 (Cf. Tableau 13). Tableau 13. Récapitulatif du modèle

1 0,43 0 ,18 0,141 0,438 0,183 4,311 4 77 0,003 2,174

Changements dans les statistiques Source : Analyse de données d'enquête Les variables indépendantes expliquent faiblement la relation par rapport à la pratique de gestion. Et, en considérant l'hypothèse nulle selon laquelle les logiques sociales majeures sous étude tiennent compte des pratiques de gestion, la probabilité est de moins de 3 chances seulement sur 1000. Donc, l'hypothèse nulle est rejeter, car p-value (0,003 est inférieure à 0,05) (Cf. Tableau 14). Tableau 14. Tableau de l'analyse de la variance (ANOVA(b)) Somme ddl Carré moyen F Signification des carrés Régression 3,314 4 0,828 4,311 0,003 (a)

1 Résidu 14,796 77 0,192

Total 18,110 81

Source : Analyse de données d'enquête Valeurs prédites : (Constantes), Contrôle les activités, Existence de manuel des procédures, Existence d'organigramme, Existence du plan opérationnel Variable dépendante : Pratique de gestion b) Du point de vue de l'utilisation et tenue des outils de gestion et de la chronégraphique La variable dépendant, ou à expliquer(y), est« dispose outils de gestion tenus à jour » d'une part, et d'autre part, des variables indépendantes ou explicatives : x1=existence du plan opérationnel tenu à jour, x2=existence des rapports d'activités tenus à jour, x3=rapports d'évaluation tenus à jour etx4=dispose de documents de gestion tenus à jour, donnent la relation modélisée par la fonction : y=0,391-0,109x1-0,119x2+0,678x3+0,054x4

(Cf. Tableau 17).

Tableau 15. Récapitulatif du modèle(b)

R

Changement dans les statistiques

1 0,936(a) 0,876 0,870 0,133 0,876 135,928 4 77 ,000 1,246

Source : Analyse de données d'enquête (a)Valeurs prédites : (Constantes), Existence des

documents comptables, Existence du plan opérationnel tenu à jour, Existence des rapports d'évaluations des activités tenus à jour, Existence des rapports des activités tenus à jour (b)Variable dépendante : Dispose outils de gestion Tableau 16. Tableau de l'analyse de variance (ANOVA(b))

Modèle Somme des ddl Carré moyen F Signification carrés

1 Régression 9,582 4 2,396 135,928 ,000a

Résidu 1,357 77 ,018

Total 10,939 81

Source : Analyse de données d'enquête (a)Valeurs prédites : (Constantes), Existence des documents comptables, Existence du plan opérationnel tenu à jour, Existence des rapports d'évaluations tenus à jour, Existence des rapports des activités tenus à jour (b) Variable dépendante : Dispose outils de gestion Tableau 17. Récapitulatif du modèle

Constante/Variables Erreur B standa Bêta rd T

1 (constante) ,391 ,087

4,511 ,000

Existence du plan opérationnel tenu à jour -,109 ,023 -,322 -4,621 ,000

Existence des rapports d'activités tenus à jour -,119 ,074 -,159 -1,621 ,109

Existence des rapports d'évaluations des activités tenus à jour ,678 ,065 ,718 10,484 ,000

Existence des documents comptables ,054 ,077 ,070 ,707 ,482

a. Variable dépendante : Dispose outils de gestion

Source : Analyse de données d'enquête Ainsi, l'analyse montre que les variables explicatives pris en compte expliquent 87% de la variance de d i s p o s e r l e s o u t i l s d e g e s t i o n (Y) (Cf. Tableau 15) et que cette proportion est significative, F (4,77) = 135,928, p<0,05 (Cf. Tableau 16). L'hypothèse selon laquelle les logiques sociales sous étude disposent des outils de gestion est rejetée. DISCUSSION ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS Projet de société commun dans le secteur Sedzo De l'analyse, l'hypothèse nulle est rejetée, et donc l'hypothèse alternative est retenue qui soutient qu'il n'existe pas effectivement de projet commun de développement du Sedzo autour duquel peut se fonder la synergie des acteurs concernés. Une telle réalité de projet commun au Sedzo a une probabilité de 3 sur 1000 chance seulement d'être vraie. Ceci confirme donc notre hypothèse de travail. C'est que, chacune de ces logiques sociales, à savoir, l'Etat, les églises et les ONG (société civile) et la communauté de base ne sont pas des groupes stratégiques ; elles fonctionnent à géométrie variable, chacune évolue selon son propre programme … Néanmoins, l'interface commune, en l'occurrence, un projet communautaire autogéré, et concerté, formaterait les visions et comportements des parties prenantes, ici, de ces logiques sociales majeures par rapport aux objectifs du projet de développement communautaire arrêtés. En effet, un projet social compris dans le sens que lui prête Hubert Hannoun (1998), celui qui permet donc de quitter la société naturelle vers la société humaine. La première présente les caractéristiques proche du spectacle que nous présente la nature, la société animale, ou la jungle où les comportements ne sont pas des actes décidés ou obligatoires, mais des actes nécessaires, ou forcés, par les pesanteurs de l'environnement physico-bio-social, c'est à dire, sans intervention volontariste de l'homme, soit sans, [ou avec à peine], son action transformatrice des choses (sciences, techniques …), et des gens (action économique, politiques, révolutions sociales …). Les relations entre les groupes humains y sont des rapports de force sous différents visages que celle-ci peut revêtir : force physique, force économique [richesse], force politique [monopole de décisions], force sociale [position qu'on y occupe], etc. La seconde est le produit de la transformation de la société naturelle par l'action volontariste de l'homme dans la perspective de son organisation autour d'une valeur qu'il aura choisie. Cadre […] où l'humanité participe à la construction de son cadre de vie global, à l'élaboration de son profil […] de demain par ses conquêtes [en sciences, en technologie, en techniques …] en particulier, et dessine le visage de la personne globale des générations montantes par son action éducationnelle et, en plus, elle jette les bases des conditions sociales dans lesquelles elles évolueront en instaurant un certain type de corps sociopolitique - aux relations et choix responsables-. C'est ce type de projet qui manque au secteur Sedzo qui peut, jusque-là, être encore considéré comme une société naturelle, et non humaine. Facteurs de non mise en place d'un projet commun dans le Sedzo Le système sociopolitique Pour que la population du secteur Sedzo arrive à exercer leurs prérogatives quant à l'organisation, et à intervenir sur des domaines visant l'amélioration de la qualité de leur vie, cela exige donc un certain cadre juridique autorisant les membres de la communauté, et la liberté de pouvoir agir, accepter ou refuser en fonction de son jugement. Toutefois, cette liberté doit s'exercer dans le respect des lois et des usages communs – au fait de l'hégémonie de l'État sur son territoire -. Néanmoins, l'autorisation, à elle seule, ne suffit pas, il faut encore la capacité, l'empowerment de cette communauté. Et, empowerment, nous dit William A. Ninacs (2003), est utilisé pour désigner la succession d'étapes par lesquelles un individu ou une collectivité

s’approprie le pouvoir ainsi que la capacité de l’exercer de façon autonome. Et, l'autonomie, note un auteur anonyme (2009), est la capacité à se gouverner soi-même, […] présuppose la capacité de jugement, de prévoir et de choisir. Force est de constater là que cela exige non seulement un contexte sociopolitique adéquat, mais aussi, en effet, des compétences des acteurs concernés à réaliser les objectifs visés qui leur permettront de produire des résultats escomptés suffisants et de qualité susceptibles de satisfaire leurs besoins. En fait, la décentralisation est un mode d’organisation administrative qui consiste à reconnaître la personnalité juridique à des communautés d’intérêt (région, province, secteur, département, commune …) ou à des activités de service public […], puis à leur confier un pouvoir décisionnel en certaines matières, note Encarta (2009). Cette disposition, ainsi instituée, conférerait à la communauté de Sedzo l’autorisation (personnalité juridique) ainsi que le pouvoir d’agir (pouvoir décisionnel – empowerment -) susceptibles de permettre l’organisation des débats entre membres de la communauté pour la cause commune, et de développer un leadership fonctionnel que Jean Guiot (1980) considère comme relatif aux comportements des membres suivant qu’ils contribuent, ou non, à la réalisation d’objectifs et à la satisfaction de « besoins du système ». Car, si la décentralisation est un mode de gestion de l’État, certains la considère aussi comme l’un des enjeux de la démocratie, c à d au-delà, certains y voient une véritable école de la démocratie note encore Encarta (2009), où chaque membre est censé apporter sa contribution à la construction sociale collective, et du terroir. Elle permet aussi de rapprocher les centres décisionnels des habitants, et d’augmenter ainsi la pertinence de leurs décisions prises, car fondées sur une meilleure connaissance du terrain, en évitant ainsi les erreurs dues à l’ignorance des données propres à leur vie locale. Et, lorsque le secteur, en l’occurrence le secteur Sedzo, serait revêtu de telles prérogatives, il peut alors organiser sa population et son espace dans le sens du progrès, au travers de son leadership classique, des leaders formels, aux positions hiérarchiques qu’ils occupent correspondent des attentes quant aux actes […] qu’ils sont censés accomplir pour la population. Ces leaders se voient ainsi conférer un pouvoir légitime, l’autorité (GUIOT, J., 1980). Les autorités administratives locales du secteur Sedzo constituent ce type de leaders, car le leadership est lié à l’influence et, l’autorité légitime ce pouvoir d’influencer la population sous leur gestion. Néanmoins, l’analyse a démontré que le secteur Sedzo, jusqu’à ce jour, fonctionne encore comme une entité centralisée si bien que les membres de la communauté locale n’ont pas encore l’autonomie et le pouvoir – réels – d’agir (Cf. Section II.1.2., Point A). Cadre communicationnel Se référant à l’analyse ci-haut, il n’y a pas un mécanisme communicationnel à l’instar d’un programme d’éducation à la citoyenneté susceptible de formater la vision et les comportements des habitants de Sedzo. Pour le secteur Sedzo, en tout cas, tel que pensent Yvonne Hébert et Alan Sears (s.d.), il existe actuellement une perception fort répandue que la question de la citoyenneté est en crise. Ce sentiment de crise est manifeste [chez les citoyens de Sedzo]. Les citoyennes et citoyens […] sont décrits comme étant : ignares-ils ne connaissent même pas les informations de base pour fonctionner en tant que citoyens : [54% des citoyens de Sedzo ignorent, par exemple, le niveau de prise de décisions qui les concernent (Cf. Tableau 4); aliénés- ils ont le sentiment d'être coupés de la vie politique de leur société [à l’instar de l’ignorance manifestée à presque la moitié des enquêtés, 40 enquêtés sur 83, soit 48% (Cf. Tableau 8) en est un fait probant]. Confrontation de la logique traditionnelle (autochtone) et la logique moderne Valeurs culturelles : individualisme, collectivisme et distance hiérarchique Or, l’analyse

ci-haut a montré que le « Sedzo profond » - les villages est à essence une entité collectiviste et, par ricochet, les rapports sociaux sont quasi égalitaires, les écarts de pouvoirs, ou les distances hiérarchiques, sont faibles ; les relations sociales sont chaudes, caractère d'une communauté. Et, Annie Cornet (2015) soutient que dans les sociétés individualistes, les rapports socioprofessionnels sont à distance hiérarchique forte, caractérisée par une propension, ou un assujettissement, du groupe social aux fonctions managériales (planification, organisation, direction et contrôles rigoureuses des activités) ; tandis que les sociétés collectivistes, à l'instar du Sedzo, sont caractérisées par des actes de leadership : la réalisation des activités est fondée sur l'animation, la motivation, la responsabilisation et la délégation des membres de la collectivité. Ce qui compte le plus dans ce type de société c'est la participation des membres. Comportements culturels partagés, symboles culturels et utilisation du temps et de l'écriture La stratégie, nous a dit Marjorie Lysles (1997), permet d'élaborer un ou plusieurs scénarios - des descriptions alternatives de l'avenir - qui traitent de ce qui pourrait être, et sont explicitement destinés à permettre à tout groupe d'individus d'envisager l'avenir […] sans les contraintes du passé. Et, Edgar Morin (1996), Marjorie Lysles (1997) et Alain Taché (2005) de renchérir que ces scenarios stimulent ainsi les façons de penser […] en […] permettant de faire une marche arrière dans le temps pour tirer les leçons du passé et, s'il le faut, s'en écarter. Ils développent, d'abord, les images d'un certain avenir, puis, permettent de découvrir comment cet avenir est arrivé [ou pourrait arriver] et de planifier ce que l'on doit faire pour réussir dans ce nouvel environnement. Les comportements partagés comme la pratique de gestion (planifier, organiser, diriger et contrôler), exige l'utilisation des outils de gestion, comme symboles culturels et, par conséquent, la gestion du temps dans le plan et de l'écriture dans ces outils, qui garantissent la traçabilité, la gouvernance. La gouvernance est l'ensemble des organes et règles de décision, d'information (transparence) et de surveillance permettant aux ayants droit et partenaires d'une organisation– à l'instar du Sedzo - de voir leurs intérêts respectés et leurs voix entendues dans le fonctionnement de celle-ci. Malheureusement, la propension à la pratique de gestion et à la tenue des outils de gestion et, par conséquent, à l'utilisation du temps et de l'écriture dans la gestion par les membres de la communauté de Sedzo, du moins de ces logiques sociales majeures et jusqu'en ce moment, est presqu'absente telle que l'analyse de cette étude l'a démontrée. Cette gestion ''quasi orale'' peut être caractérisée, du point de vue classique, comme une « gestion informelle ». Conclusion L'objectif principal de cette communication a été de vérifier s'il existe, ou non, un projet commun (projet, programme ou plan) de développement du secteur Sedzo susceptible de s'ériger en interface capable de drainer une participation communautaire, et sur laquelle peut se fonder la synergie des acteurs. Et, il a poursuivi comme objectif subsidiaire celui d'identifier les facteurs ayant favorisé, ou non, la mise en place d'un tel dispositif. De ce fait, il a poursuivi particulièrement les objectifs spécifiques suivants : De vérifier la nature du système sociopolitique mis en place dans la région s'il est décentralisé, fédéral, ou non, ainsi que le cadre juridique qui le sanctionne et dont l'exercice permet de conférer l'autonomie aux citoyens ; D'examiner également s'il existe, ou non, un programme d'éducation à la citoyenneté comme mécanisme communicationnel institué et mis en route par l'État au secteur Sedzo capable de générer l'esprit citoyen chez les membres de la communauté de Sedzo et, par conséquent, la cohésion sociale et, enfin ; De vérifier la compatibilité, ou non, de quelques valeurs culturelles relatives au travail, ou les ''logiques de gestion'' au secteur Sedzo entre

la logique sociopolitique traditionnelle – autochtone - et celle héritée de la colonisation L'analyse a démontré qu'il n'existe pas effectivement de projet commun de développement du Sedzo autour duquel peut se fonder la synergie des acteurs concernés. Une telle réalité de projet commun au Sedzo a une probabilité de 3 sur 1000 chance seulement d'être vraie. Ceci a confirmé donc notre hypothèse de travail. C'est que, chacune de ces logiques sociales sous étude, à savoir, l'Etat, les églises et les ONG (société civile) et la communauté de base ne sont pas des groupes stratégiques ; elles fonctionnent à géométrie variable, chacune évolue selon son propre programme … En ce qui concerne le système sociopolitique l'analyse a également démontré que le secteur Sedzo, jusqu'à ce jour, fonctionne encore comme une entité centralisée si bien que les membres de la communauté locale n'ont pas encore l'autonomie et le pouvoir – réels – d'agir pouvant permettre aux membres de la communauté d'arrêter un projet de développement communautaire autogéré. Et, qui plus est, l'éducation à la citoyenneté comme mécanisme communicationnel capable de créer la cohésion sociale n'est pas mis en route par l'État dans cette entité. Par ailleurs, les logiques culturelles relatives à l'organisation et de la gestion de l'action sont différentielles entre celles des autochtones et celles héritées du colonisateur dans cette entité si bien la communauté est plus collectiviste que individualiste où la pratique de gestion basée sur la planification, l'organisation, la direction et le contrôle n'est pas la propension managériale ses habitants, et le temps et l'écriture ne sont pas non plus considérés comme des ressources utiles à la gestion des affaires quotidiennes, et d'ailleurs, ils ne la disposent presque pas d'outils de gestion, ou ne les tiennent pas à jour comme symboles culturels qui caractérisent la a gouvernance des organisations modernes. Bibliographie Annie-Catherine Lyon, 2006. La cohérence et la complexité, In ChristenGueissaz et al. (Sous la dir. de). Recherche-action. Processus d'apprentissage et d'innovation sociale. "Recherche-action en pratiques sociales", L'Harmattan, Coll., Paris. Anonyme, 2009. Autonomie et dépendance, inédit, Support de cours, Université Médicale Virtuelle Francophone. BERNARD LECOMTE, 1996. Pièges et illusions du partenariat, in Daniel Fino, (sous la dir. de) (1996), Impasses et promesses. L'ambiguïté de la coopération au développement, Paris/Genève : Presses Universitaires de France/Nouveaux Cahiers de l'IUED, Coll. "Enjeux". BOIRAL, P., 1985. Logiques de recherche et logiques d'action, In BOIRAL, P., LANTERI, J.-F. et OLIVIER de SARDAN, J. P. (Sous la dir. de), 1985. Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement rural. Paris: CIFACE et Les Éditions Karthala, [En ligne]URL:http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/(Consulté le 15 mars 2012). BOLLE De Bal, M., 1999. Les adieux d'un sociologue heureux. Traces d'un passage, Paris/Montréal (Qc) : L'Harmattan/ L'Harmattan Inc. CORNET A. 2015. Théories des organisations, inédit, Séminaire de Master, Hec-Université de Liège. De KONINCK, T., et LAROCHELLE, G., 2005. La dignité humaine. Philosophie, droit politique, économie, médecine, Paris, PUF, Coll. « Débats Philosophiques ». [En ligne]URL:http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/(consulté le 22 avril 2012). De Sardan Jean-Pierre Olivier, 1995. Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social, Paris : Editions Karthala, Coll. « Hommes et Société ». [En ligne] URL:http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/(consulté le 13 mars 2012). Dictionnaire Universel, 2008. Paris, Hachette/Agence Universitaire de la Frncophonie, Edition Spéciale République Démocratique du Congo. Don Hellriegel et John W. Slocum, 2006. Management des organisations. Bruxelles: Editions De Boeck Université, "Collection Nouveaux Horizons". EDGAR Morin, 1996. Introduction à la pensée

complexe, Paris, ESF Éditeur, Coll. « Communication et complexité », cité par Taché, A. (2005). Principes d'une sociologie d'intervention complexe: la médiaction, L'Harmattan, Paris. Encarta, 2009. GUIOT, J., 1980. Organisations sociales et comportements. Paris/Montréal: Les éditions Hommes et Techniques/Les éditions Agence d'ARC Inc, "Collection Droit Public-Science Politique". Gustave Le Bon, G., 1918. Hier et demain. Pensées brèves, Inhttp ://www.uqac.uquebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html(consulté le 15 mars 2012). HANNOUN, H., 1998. Pluralité et Intégration Enactée, in Carreira, T.&Tomé, A. (Éds), 1998. Éducation au Portugal et en France. Situation et perspectives, L'Harmattan, Paris. HEBERT, Y. et SEARS, A., s.d., L'éducation à la citoyenneté, Association Canadienne d'Éducation : Engager, Écouter, Échanger, Enrichir depuis 1891. HOWARD Gardner, 2004. Les intelligences multiples. La théorie qui bouleverse nos idées reçues. [Bonin, Y. et al. trad.] Nouvelle édition refondue, Edition Retz/Sejer, "Collection Form Education Culture", Paris. Journal Officiel de la République Démocratique du Congo, 2006. Constitution de la République Démocratique du Congo, Cabinet du Président de la République, Kinshasa, Février 2006 Lamotte, M., 1971. Le Petit Larousse électronique, 2010. MARJORIE LYSLES, 1997. Identifier et développer des alternatives stratégiques. InFahey, L., & Randall, R. (Sous la dir. de), 1997. MBA stratégie. Techniques, concepts et méthodes de faire évoluer la stratégie de l'entreprise, Maxima, "Collection Nouveaux Horizons", Paris. Philippe Bonneau, Table_khi2_complete.pdf, Inwww.math.univ-metz.fr/ bonneau/.../table_khi2_comlplete.pdf Service d'État Civil du Secteur Sedzo, 2013. Rapport du bureau administratif du secteur Sedzo, Avril. TACHE, A., 2005. Principes d'une sociologie d'intervention complexe: la médiaction, L'Harmattan, Paris. WILLIAM, Ninacs, A., 2003. Empowerment: Cadre conceptuel et outil d'évaluation de l'intervention sociale et communautaire, La Clé, La Coopérative de Consultation en Développement, Community Services Council Of Newfoundland And Labrador « De la sécurité du revenu à l'emploi : un forum canadien, Victoriaville, Québec (Canada) ».

LE